

## « Signes et couleurs des identités politiques du Moyen Age à nos jours »

**François Dubasque**

Les 14, 15 et 16 juin 2007, le Centre d'études supérieures de civilisation médiévale (CESCM) et le Groupe d'études et de recherches du Centre-Ouest atlantique (GERHICO) de l'université de Poitiers ont organisé, avec le concours de Sciences Po, un colloque consacré aux « signes et couleurs des identités politiques du Moyen Age à nos jours ». Il s'agissait de mettre en lumière la signification politique des expressions emblématiques d'individus et groupes sociaux, de replacer celles-ci dans les contextes où elles ont pris naissance et d'analyser leurs évolutions en corrélation avec celles des pratiques politiques. Comme l'a rappelé Martin Aurell au sujet des devises, les signes identitaires ne sont pas figés ; il importe donc d'opter pour une démarche comparatiste dans le temps et dans l'espace. Une trentaine de communications ont ainsi couvert un vaste champ chronologique allant du XII<sup>e</sup> siècle au XXI<sup>e</sup> siècle sur une aire géographique cohérente : l'Europe. La période du Moyen Age a été toutefois l'objet d'une attention particulière. L'héraldique dont l'origine remonte à cette époque, fournit en effet un cadre de références qui inspire de nombreux signes servant à désigner des identités politiques jusqu'à aujourd'hui.

Les mises au point historiographiques et les différentes analyses de cas présentées au cours du colloque se répartissent en quatre grandes thématiques : les formes que prennent les signes politiques (insignes, vêtements, couleurs), puis les espaces dans lesquels ils opèrent et les acteurs qui les font vivre (dirigeants, opposants, militants, groupes sociaux, nations), mais aussi les fonctions qui leur sont dévolues, enfin les pratiques mises en œuvre (supports, discours, mémoires) pour les utiliser. Au-delà de l'intérêt de chacune d'elles et de la richesse des débats qui en ont résulté, les interventions ont apporté plusieurs enseignements essentiels. Michel Pastoureau a tout d'abord souligné la coïncidence entre le temps des effervescences emblématiques et celui des grands bouleversements socio-politiques. Fabrice Vigier illustre cette réflexion à travers l'exemple des enseignes d'auberge. Celles-ci n'acquiescent une dimension politique que lorsque la Convention eut perçu leurs références à la royauté et à la religion comme une menace. La conjoncture influe donc sur la nature des marqueurs identitaires. Mais derrière les moyens et le cadre propres à chaque période, les orateurs se sont attachés à mettre en évidence l'évolution des formes symboliques sur la durée. Le champ de référence chrétien cède ainsi la place à une nouvelle thématique à l'époque contemporaine. L'héraldique de la faucille et du marteau dans l'univers communiste, présentée par Guillaume Bourgeois, illustre ce phénomène. De même, l'étude par Denise Turrel du panache blanc d'Henri IV, icône durable de la vie politique française, fait certes apparaître des continuités mais elle révèle également, au terme de cheminements complexes, des transferts de sens. Dans son étude sur le drapeau tricolore, Jérôme Grévy en apporte une autre preuve. Les couleurs de la Révolution sont devenues successivement couleurs du parti républicain puis couleurs de la nation. Elles n'ont donc été acceptées et reconnues en tant que signe identitaire national que de manière très progressive. L'analyse des fonctions de cette politique symbolique a permis aussi de dégager quelques traits communs. Les signes identitaires servent parfois de support à un message ou une profession de foi politique ; les clefs de Saint Pierre sont par exemple une illustration fidèle des doctrines théocratiques puis des conceptions successives de la monarchie

pontificale (Edouard Bouyé). Plus généralement, ils matérialisent l'unité, qu'elle soit spontanée (les manifestations de rue) ou organisée (les mises en scène des régimes totalitaires). Outils de communication visuelle, ils permettent aux membres d'un groupe de se reconnaître mutuellement en exprimant soit le partage de valeurs communes, soit le rejet des autres. La croix de Saint-André bourguignonne, transmise aux Habsbourg en 1477, est ainsi à la fois emblème d'opposition à la France et rappel de l'héritage des Bourguignons (Bertrand Schnerb). Signes de lutte ou d'intégration, emblèmes, devises et couleurs sont des facteurs de cohésion indispensables à tout groupe politique déterminé à afficher son identité. Encore faut-il différencier commanditaires, bénéficiaires et consommateurs de ces symboles. L'étude du roman arthurien par Catalina Girbea est très explicite sur la question : les armoiries dessinées dans le *Lancelot en prose* sont parfois assimilables à des emblèmes réels. Cette coïncidence de représentation peut s'expliquer par une flatterie héraldique à l'égard d'un prince puissant, ou par la volonté d'un personnage médiocre d'accroître son prestige en imitant les chevaliers légendaires. Quoi qu'il en soit, les acteurs jouent un rôle prépondérant dans la notion conflictuelle des couleurs, la concurrence des signes, voire la guerre des symboles. L'histoire chaotique des drapeaux, décrite par Stéphane Michonneau pour la Catalogne, répond à cette logique ; il en va de même des rivalités entre croix blanche de France (Philippe Contamine), croix rouge anglaise et croix de Saint-André des Bourguignons. Laurent Hablot, quant à lui, estime que la croix noire des Bretons, née à la fin du Moyen Age, reste aujourd'hui un signe historique alternatif à une identité bretonne laïque et régionaliste ayant pour support le drapeau blanc et noir, de conception contemporaine.

Malgré leur démonstration de l'existence de liens étroits entre le signe héraldique et un lieu, un temps et une culture, ces différents exemples n'en mettent pas moins en évidence la réalité d'un fond commun emblématique en Europe. Or, les travaux du colloque ont passé quelque peu sous silence cet aspect de la question qui aurait pu offrir des pistes riches en perspectives. Il est dommage que le choix d'une vision comparatiste n'ait pas conduit à une analyse plus globale de la circulation des signes identitaires à l'échelle européenne. Une véritable histoire européenne des signes et couleurs des identités politiques est sans nul doute possible. Elle soulèverait le problème épineux de leur réception dans les sociétés si l'on s'en réfère à l'échec de l'Union européenne à renforcer le sentiment d'appartenance des peuples européens à cette entité communautaire par le biais d'un arsenal symbolique (Christine Manigand). La fabrication ou la récupération de signes n'est pas nécessairement le gage d'un sentiment identitaire, encore moins d'une adhésion affective à l'objet politique qu'ils représentent. On peut donc souhaiter que les réflexions engagées se prolongent par de nouvelles recherches en lien avec d'autres disciplines. La confrontation entre des approches extrêmement variées aura en effet constitué l'un des mérites majeurs du colloque. Celui-ci aura confirmé l'importance et la vigueur des recherches historiques sur un thème qui s'est avéré catalyseur et transversal. Il aura enfin souligné la nécessité de croiser les échelles et niveaux d'analyse dans un cadre chronologique et géographique très ouvert pour mieux cerner le phénomène des identités politiques.